

GROUPE ENERGIE :

Quelques vérités dérangeantes sur la politique énergétique européenne

Conférence « Ouverture Marchés de l'Energie » du 23 avril 2007

Sommaire

- **Introduction**
- **I - Le cas du Gaz**
- **II - Le cas de l'Electricité**
- **Conclusion**

Introduction

➤ Chatham House Rule

Un point de vue personnel :

Environ 20 ans de carrière dans l'énergie,
(SGCI, Cabinet Ministériel, Groupe Énergétique)

I – Le cas du Gaz

a) Rappel sur la situation au R-U

- Privatisation British Gas en 1984
- Le scandale des fat cats
- La double séparation volontaire Transco/Centrica/BG
- Le double mouvement libéralisation/Interconnector
- La baisse des prix 95/97 : le choc en retour via IUK
- La fragilisation des acteurs midstream
Transco => NGrid Centrica => ?
- L'insuffisance de stockage

I – Le cas du Gaz

b) La Commission

- Une ambition politique de LT : prendre le pouvoir
- Une conjonction favorable :
 - ✓ La poursuite du modèle du marché unique
 - ✓ Un modèle R-U sans question sur son application
 - ✓ Le rôle des anglo-néerlandais DG Comp/DG Energie
- ✓ Une méconnaissance du problème :
 - ✓ UK/PB seuls pays producteurs de l'Union
 - ✓ Acteurs R-U ignorent la situation continentale ex IUK
 - ✓ Les terminaux méthaniers comme réseau
↳ contrairement au bon sens et aux US

I – Le cas du Gaz

b) La Commission (suite)

- La volonté délibérée d'ignorer le modèle US :
 - ✓ La « Hackberry Decision » sans opposition
 - ✓ L'expropriation (« unbundling de propriété » en bruxellois) sans objet
 - ✓ Le cas Enron : démonstration de la nécessité d'une base d'actifs solide pour supporter les risques de marché
 - ✓ Mais pas assez de pouvoir fédéral pour la Commission

I – Le cas du Gaz

b) La Commission (suite)

- L'ignorance de la position des producteurs :
 - ✓ Tentative contre les monopoles :
 - Seul succès relatif : Norvège, démantèlement du GFU... avant reconsitution
 - ✓ Les clauses de destination :
 - Comment marquer un but contre son camp
 - Irriter et donner la main aux producteurs
 - ↳ réponse gazoducs vs GNL
 - ✓ L'affaiblissement des acheteurs face aux producteurs
 - ✓ L'Opep du Gaz : une réalité, en partie, par la faute de la Commission
 - ✓ Pour les producteurs communautaires, une volatilité qui nuit à la bonne gestion des ressources.

I – Le cas du Gaz

b) La Commission (suite)

- Le contrôle des concentrations :
 - ✓ A géométrie variable Eon/RG vs EDP/GDP
 - ✓ Le problème de l'investissement et de son financement
 - ✓ Nécessité du contrat LT
 - ✓ Problème de signal prix de CT non-pertinent
 - ↳ étude ILEX stockage

I – Le cas du Gaz

c) Le futur

- Une situation d'opulence 2008/2009/2010.
- La pénurie organisée à Moyen et Long Terme.
- Un affaiblissement de la production communautaire.

II – Le cas de l'Electricité : quelques considérations

a) Marché Intérieur et nucléaire

➤ On suppose qu' il existe une rente nucléaire

➤ La vision supposée du marché :

Baisse des prix par partage de la rente
quelle légitimité politique à ce partage ?

➤ La réalité :

1. Prix de marché = marginal

➡ accaparement de la rente par les actionnaires

2. marché biaisé ➡ faillite de British Energy au moment où le Gouvernement veut relancer le nucléaire pour affronter le changement climatique.

II – Le cas de l'Electricité : quelques considérations

b) Interconnexions

- La Commission en prend prétexte comme dysfonctionnement du marché.
- La réalité est une incapacité à faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers :
 - Ex : Cazaril Aragon Grand-Ile-Piossasco
- Un tournant en France depuis :
 - Canal Rhin – Rhône
 - Décision Le VerdonProblème de la « barrière » des parcs régionaux.
- Des difficultés largement liées aux directives européennes.
- La séparation réseau / production n'aide pas : comment démontrer l'intérêt général quand le responsable d'infrastructure ne connaît pas les flux futurs ?

Conclusion

- Le cas du marché du gaz plus l'exemple de l'électricité montrent qu'on n'atteindra probablement aucun des bénéfices supposés de la libéralisation.
- D'ailleurs on n'entend plus parler du bilan de l'ouverture => la fuite en avant comme réponse aux difficultés.
- A la place, enquêtes de la Commission => rideau de fumée, même si la montagne accouche d'une souris, les échéances seront passées, le mal sera fait.
- La situation sera dégradée là où la planification était relativement efficace avant la libéralisation, et probablement pas améliorée ailleurs.

Merci de votre attention